

communiqué fédéral

163 000

candidat-es sans fac

PARCOURSUP = MACHINE DE TRI SOCIAL

Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes

À BAS PARCOURSUP

ET LA SÉLECTION

À l'issue de la phase principale de Parcoursup, **163 372 candidat·es ont traversé la procédure sans recevoir la moindre proposition d'admission.** Parmi eux, 126 652 attendaient encore qu'une place leur soit accordée, tandis que 36 720 avaient déjà quitté la plateforme sans avoir reçu aucune proposition. Derrière les pourcentages rassurants et les mensonges du gouvernement, ce sont des vies suspendues, des projets brisés et une génération sommée d'accepter la formation qu'on voudra bien lui laisser (quand on lui en laisse une).

Parcoursup remplit exactement la fonction pour laquelle la plateforme a été conçue : organiser la pénurie, trier la jeunesse et faire porter aux candidat·es la responsabilité d'un manque de places décidé par l'État.

Parcoursup est **une machine de tri social.** La plateforme **organise la compétition** entre les jeunes pour accéder à des places que l'État refuse délibérément de créer. Elle **transforme le droit d'étudier en privilège**, la pénurie en sélection et l'austérité en prétendu échec individuel.



L'État n'a pas simplement « abandonné » sa jeunesse par négligence : il la sacrifie consciemment au nom de l'austérité.

Mais tout le monde ne subit pas cette violence de la même manière. Les familles les plus riches peuvent payer une école privée, financer un logement à l'autre bout du pays ou supporter une année sans études. Les jeunes des classes populaires, eux, n'ont aucune porte de sortie. **L'absence de proposition signifie alors l'entrée forcée sur le marché du travail,** le service militaire et l'abandon définitif de leurs projets ou la précarité, l'isolement et l'endettement dans une école privée.

Parcoursup ne classe pas seulement des dossiers. Parcoursup décide qui aura le droit de construire son avenir et qui devra rester sur le bord de la route.

La plateforme reproduit les inégalités de classe, renforce la ségrégation scolaire et fait payer aux plus précaires des décennies de destruction méthodique du service public de l'enseignement supérieur.



On nous baratine avec le « mérite » pour ne pas parler du manque de moyens, d'« orientation » pour ne pas parler de sélection, et on nous invoque les « choix individuels » pour dissimuler une politique collective d'exclusion.

Pendant que les universités publiques sont méthodiquement étranglées, **le privé prospère sur la détresse organisée.**

À chaque candidat·e rejeté·e, les écoles privées avancent leurs frais d'inscription exorbitants, leurs crédits étudiants et leurs diplômes transformés en marchandises. L'État fabrique la pénurie dans le public, puis livre la jeunesse au marché de l'éducation.

Ce système n'a rien d'un accident. Il organise un transfert massif : toujours moins de moyens pour le service public, toujours plus de profits pour les marchands de diplômes. **Les familles qui peuvent payer achètent une porte de sortie. Les autres restent devant la porte.**



Nous refusons que l'avenir de la jeunesse dépende du revenu des parents, du lycée fréquenté, du code postal, de la possibilité de déménager ou de la capacité à contracter plusieurs milliers d'euros de dette.

Nous exigeons :

- l'**abrogation immédiate de Parcoursup** et de toute sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur public ;
- la **création immédiate de places** à hauteur des besoins réels, **dans toutes les filières et sur tous les territoires** ;
- un **financement massif et pérenne des universités**, accompagné du recrutement de personnels titulaires et de l'ouverture des formations nécessaires ;
- la **gratuité réelle** de l'enseignement supérieur, sans frais cachés, sans frais différenciés et sans dépendance à l'enseignement privé ;
- un **salaire étudiant** permettant à toutes et tous d'étudier sans devoir travailler pour survivre ;
- la **garantie d'une place** dans une formation publique choisie pour toute personne souhaitant poursuivre des études supérieures.



Nous ne supplierons jamais le gouvernement pour quelques places supplémentaires pendant qu'il continue de démanteler l'université publique. Nous nous organisons pour imposer un enseignement supérieur public, gratuit, émancipateur et ouvert à tous·tes.

Parcoursup doit disparaître.

À bas la sélection !

Pour lutter pour tes droits : syndique toi !



LUTTER, SYNDICATISER, VAINCRE

